CDFD du 10 avril 2020 – Département de Lot-et-Garonne

Déclaration liminaire intersyndicale : FSU ; UNSA-Éducation ; FNEC-FP-FO

La crise sanitaire que nous traversons est d'une gravité extrême. L'absence d'anticipation et une gestion de crise plus qu'aléatoire du gouvernement ont placé les citoyens dans des conditions chaotiques inacceptables. L'absence de moyens les plus élémentaires pour protéger les travailleurs est en cela révoltante !
Malgré tous ces dysfonctionnements étatiques… erratiques, un grand élan de solidarité des personnels de l'Éducation envers les personnels soignants a vu le jour. Leurs enfants ont été pris en charge partout où cela a été nécessaire grâce au dévouement d'enseignant·es volontaires, malgré la mise à disposition très tardive de moyens de protection (il aura fallu 3 semaines pour que des masques soient enfin déposés dans les pôles d'accueil !). Nous déplorons la déficience et l'inconscience de notre employeur dans de telles circonstances, envoyant ses personnels dès les premiers jours garder des enfants, avec les seuls gestes barrières pour unique consigne.

Dans des conditions plus qu'inconfortables, les collègues font le maximum avec beaucoup d'engagement pour maintenir une activité scolaire à distance avec les élèves maintenant confinés. Contrairement à ce que n'a cessé de répéter M. Blanquer, rien n'avait été anticipé : les enseignants·es ont dû se débrouiller comme ils – elles ont pu, avec leur ordinateur personnel, leurs imprimantes, circuler sur de nombreux sites parfois saturés, gaspiller une énergie dont ils – elles ont pourtant bien besoin en cette période difficile.
Nous savons bien, d'autre part, que l'enseignement à distance ne peut remplacer le présentiel et que la discontinuité pédagogique imposée par la crise sanitaire, après avoir révélé l'incroyable fracture numérique dans notre pays, va inévitablement aggraver les inégalités scolaires. Et ce ne sont pas des vacances dites « apprenantes » effectuées à distance qui vont résoudre ces problèmes mais des moyens supplémentaires destinés aux élèves les plus fragiles et cela, sur le long terme !
Toute cette communication n'est que de la poudre aux yeux jetée en direction du tourbillon médiatique qui s'empresse de diffuser les moindres propos ministériels sans aucune analyse.
Dans ce contexte, les interventions incessantes du ministre de l'Éducation Nationale doivent s'arrêter. Les injonctions ainsi relayées laissent croire à l'opinion publique que les collègues en auraient besoin pour maintenir le contact avec leurs élèves. L'agitation perpétuelle de notre ministre est particulièrement inappropriée quand on connait l'inventivité des collègues pour réorganiser leurs pratiques professionnelles et maintenir le lien pédagogique dans un contexte dégradé où par ailleurs les réseaux numériques institutionnels montrent leurs limites. Les collègues ont besoin d'être rassurés, confortés dans leurs missions, nombre d'entre eux se surmènent par volonté de bien faire. Il faut donc leur faire confiance et ne pas les culpabiliser.
Les annonces intempestives et péremptoires du ministre depuis le début de la crise, sur le report des congés, le maintien des examens ou la date de réouverture des écoles ont été toutes contredites ou démenties par les faits et contribuent dans la période à jeter un trouble inutile.

En revanche, des clarifications sur la manière dont la fin d'année est envisagée sont nécessaires. Si personne à ce jour ne peut connaître l'évolution exacte de la situation, il faut maintenir les échanges pour préparer la sortie de crise. Nos organisations syndicales ont accepté de participer à ce CTSD, mais nous serons particulièrement attentifs à ce que l'organisation inhabituelle garantisse le respect des textes régissant les CT. Tout particulièrement, nous réagirons si le débat contradictoire et l'organisation des votes étaient affaiblis voire empêchés dans ce comité à distance. L'urgence sanitaire ne doit pas être un prétexte pour contourner les règles du dialogue social.

Le contexte actuel met en difficulté les services administratifs de l'Éducation Nationale, eux aussi fragilisés par des années de suppressions de postes, de précarité et d'absence de formation continue. La concomitance de la pandémie avec les suppressions des CAPD et CAPA feront peser sur les administratifs une charge de travail excessive dans les semaines qui viennent, où il va falloir à la fois remettre en route un certain nombre de procédures qui auront pris du retard du fait de la crise, gérer les conséquences de la pandémie et de l'arrêt de l'économie sur les personnels (retard sur les contrats, inflation des congés maladies, problèmes de remplacement…), mais aussi mettre en place de nouvelles façons de travailler sur le mouvement sans dialogue avec les représentants des personnels. Il est encore temps de revenir sur l'application de la loi de « transformation » de la fonction publique et de rétablir le rôle des CAPA et des CAPD. Localement, dans certains départements, des Groupes de Travail sont mis en place, pourquoi pas dans le Lot et Garonne ? Les élus représentants les personnels sont disponibles pour contribuer à la continuité administrative de notre ministère et à sa relance dès la fin du confinement.

La logique des économies budgétaires et des suppressions de postes a conduit à ce que les hôpitaux ne puissent faire face à l'afflux de malades. Continuer à appliquer ce principe à l'École et à l'ensemble des services publics n'est plus possible ! La situation sanitaire ne saurait faire taire les revendications : nous n'acceptons pas plus qu'hier l'insuffisance des moyens accordés à l'académie de Bordeaux et à notre département, d'autant plus que la crise sanitaire met en évidence la nécessité pour la nation de se doter de services publics puissants.
Dans ce contexte, nos organisations syndicales demandent une nouvelle fois l'annulation de toutes les opérations de carte scolaire, les suppressions de postes prévues à la rentrée, aussi bien pour les enseignants du 1er et du 2nd degré, que pour les personnels non enseignants (administratifs, CPE, PsyEN, AS, infirmier·es, personnels de labo…) et une concertation nationale avec les organisations représentatives pour envisager la rentrée 2020 sous tous ses aspects.

Certes, la dotation en postes dans le premier degré vient d'être abondée, en urgence, en catastrophe, pour éviter des tensions supplémentaires sur le terrain, notamment dans les communes rurales. Mais notre département devra tout de même encore rendre 2 postes au ministère, et cela nécessitera forcément des fermetures de classes. Ce choix se fera donc au détriment des équipes pédagogiques et de leurs élèves.
De la même manière, imposer des mesures de carte scolaire à des personnels qui, depuis plusieurs semaines, s'efforcent de garder le lien avec leurs élèves serait intolérable…
Les conditions dans lesquelles se déroulera la rentrée de septembre 2020 doivent permettre qu'une génération entière d'enfants, parmi les plus fragiles, ne soit pas sacrifiée. Ce qui nécessitera partout, et particulièrement dans les quartiers où les difficultés sociales sont les plus importantes, des classes à faibles effectifs, voire des dédoublements dans beaucoup de niveaux, des prises en charge individualisées, donc des créations de postes de maîtres E, G, de psychologues scolaires, d'enseignants spécialisés, indispensables pour espérer combler les inégalités qui se seront inévitablement creusées, pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves, pour reconstruire l'école. De plus, pour rétablir le lien avec les familles, pour tenir des équipes éducatives… les décharges de direction doivent être augmentées.

Toutes ces mesures indispensables nécessitent une dotation exceptionnelle de postes et une programmation de créations sur le long terme.
Et qu'on ne nous oppose pas un fallacieux argument de « réalisme » à l'heure où des milliards d'euros, bien cachés auparavant, font leur réapparition sur le devant de la scène ! Nous savons tous où ce prétendu réalisme a conduit l'hôpital public.

Les classes sont à l'Éducation nationale ce que les lits sont à l'hôpital.